

Plongée en Islande, ce pays où le féminisme n'est pas un gros mot

Pour la dixième année consécutive, l'Islande occupe la première place du classement mesurant l'égalité de genre. Comment ce pays de 350.000 âmes est-il devenu le leader mondial de l'égalité entre les femmes et les hommes ?

R

REPORTAGE

REYKJAVIK

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Rassemblées en cercle sur le tapis, les fillettes se lèvent avec entrain. Reproduisant les gestes de l'institutrice, elles sautent et retombent un pied devant, le corps légèrement de profil. Lèvent les bras tendus devant elles puis, lentement, ramènent le poing droit vers leur corps. Plissent un oeil, concentrées. Et décochent leur flèche : en plein cœur. S'en suit la position du lion : son rugissement sauvage emplit la pièce, nourri des petites entrailles de cette vingtaine de gamines de cinq ans. Qui inspirent profondément, avant de crier, en chœur : « *Ég er sterkur* », « *Je suis forte* ».

Cette chorégraphie, les filles du jardin d'enfants de Laufásborg, à Reykjavik, en Islande, l'ont bien intégrée : elles la répètent chaque jour. Les garçons, eux, reproduisent une série de gestes et mantras quotidiens... Mais d'un autre style. Pour eux, pas de rugissement, mais des gestes doux : « *Je m'aime* », « *Je suis un bon ami* », « *Je suis positif* ». Ici, garçons et filles évoluent dans des classes séparées. L'objectif ? Compenser les injonctions de genre de la société, même islandaise. « *J'apprends aux filles à parler fort, à exprimer ce qu'elles aiment et ce qu'elles n'aiment pas*, explique Matthildur, institutrice pour la classe des filles. *On doit leur donner l'opportunité d'être des leadeuses, car elles n'y sont pas habituées*. » À l'inverse, sa collègue responsable des garçons insiste sur la coopération, l'expression des sentiments, le respect.

Une « tradition de femmes fortes ? »

Une lubie réservée à quelques féministes acharnées ? Pas exactement. Margret Pala Olafsdóttir, institutrice de formation, et véritable célébrité en Islande,

a développé les bases de la méthode dite « *Hjalli* » dans la première école maternelle dont elle a été directrice... dès 1982 ! À l'origine, ses pratiques peu conventionnelles ont certes suscité d'âpres débats : « *Les gens craignaient qu'on renforce les stéréotypes de genre en séparant les enfants*, raconte Thórdís Jóna Sigurdardóttir, la directrice du jardin d'enfants de Laufásborg. *Comme Margret Pala est féministe et lesbienne assumée, d'autres imaginaient qu'on allait rendre tous les enfants homosexuels !* » Aujourd'hui, 30 ans après la création du premier établissement réellement estampillé « *Hjalli* » (en 1989), l'Islande compte onze implantations de ce type... et autant de listes d'attente. Les écoles de Margret Pala Olafsdóttir inspirent tantôt enthousiasme, tantôt haussements d'épaules. Certaines féministes considèrent néanmoins que les classes ségréguées alimentent une vision binaire du genre. Mais les critiques portent en fait davantage sur leur caractère élitiste.

Pour la dixième année consécutive, le « *Global Gender Gap Report* », dont l'édition 2018 a été publiée le 17 décembre dernier, classe l'Islande en première place. L'indice en question calcule l'écart entre les hommes et les femmes (lire ci-contre).

Une mobilisation féministe jamais démentie

Quand on cherche à comprendre les secrets de cette stabilité « au sommet », de nombreux Islandaises et Islandais convoquent un subtil mélange d'histoire, de récit national et de mythes nordiques. Sur une île isolée qui a longtemps vécu de la pêche, les femmes ont dû très tôt prendre en charge famille, foyer et vie de la cité, pendant que leurs hommes vogueaient en mer. « *Peut-être avons-nous, plus qu'ailleurs, une certaine tradition de femmes fortes* », s'essaye Brynhildur Bjornsdóttir, journaliste impliquée dans le web magazine féministe *Knuz* (qui signifie « *câlin* »). Plus concret, les femmes ont massivement investi le marché du travail une dizaine d'années avant les pays européens qui, confrontés à un important manque de main-d'œuvre, ont fait appel à des travailleurs immigrés. Un événement revient cependant

sur toutes les lèvres, comme un déclencheur : la grève des femmes, ou « *women's day off* », du 24 octobre 1975.

Brynhildur s'en souvient : elle avait cinq ans lorsqu'elle a accompagné sa mère sur cette place du centre de Reykjavik, devant le Parlement, où elle nous a donné rendez-vous. « *J'avais appris par cœur toutes les chansons de lutte, j'ai encore l'album* », rigole-t-elle.

À l'époque, 90 % des femmes de l'île prennent congé de leur emploi et laissent enfants et tâches ménagères à leurs compagnons, qui, débordés, se ruent dans les magasins pour acheter de quoi préparer des hot-dogs... dont les saucisses seront rapidement en rupture de stock. Paralysant tout le pays et son économie, la désormais célèbre « *grève des Islandaises* » provoque une prise de conscience nationale. Dans les années qui suivent, les premières législations sont prises pour favoriser l'égalité au travail et les services publics de garde d'enfants se développent. Vigdís Finnbogadóttir, une mère célibataire, est élue présidente et enchaînera quatre mandats. Tous les dix ans, les femmes réinvestissent les rues pour commémorer l'événement. « *Nous avons toujours eu des femmes politiques qui se battent pour l'égalité*, poursuit encore Brynhildur. *Et nous sommes si peu nombreux que nos réseaux sont puissants : nos familles sont très étendues, tout le monde connaît toujours quelqu'un...* »

La belle-mère de Rognvaldur faisait, par exemple, partie de l'« *Alliance des femmes* », un parti politique exclusivement féminin créé en 1983, qui dépassait les clivages gauche/droite et dont l'unique programme était l'égalité entre les sexes. « *Ce parti défendait évidemment la cause des femmes mais a aussi apporté beaucoup aux hommes, avec le congé parental* », souligne ce père d'une cinquantaine d'années.

Pour sa fille de cinq ans et son petit dernier, quatre mois au compteur, il profite pleinement de ce droit, lui qui n'avait

pas bénéficié de ces congés pour ses trois aînées de 26, 23 et 20 ans. Quand il nous reçoit chez lui, sa femme, militante féministe est en déplacement professionnel au Danemark, et son bébé dort emmitoufflé dans une poussette... sur le balcon. La température frôle zéro degré. « *C'est une tradition islandaise, ex-*

plique le père, amusé. *Cela doit venir de l'époque où l'atmosphère de l'intérieur des maisons n'était pas très saine, mais c'est resté. Les bébés dorment mieux, presque trois à quatre heures d'une traite, alors qu'à l'intérieur, ils se réveillent après une heure ou deux !* »

Pas le paradis pour autant

En Islande, le congé de naissance, à prendre durant les 18 premiers mois de l'enfant, est de neuf mois : trois mois pour la mère, trois mois pour le père, et le reste à se partager. Dès les premières années de la mesure, 90 % des Islandais profitent des trois mois qu'ils peuvent vivre avec leur progéniture. Mais les couples qui partagent équitablement le congé, comme Rognvaldur et sa femme, restent rares : « *On culpabilise encore beaucoup les femmes, affirme le papa. On demande sans cesse à ma femme, qui a repris le travail après quatre mois, si elle est vraiment prête. Tandis que moi, on me dit que je suis un super père !* » Comme le confirment les statistiques islandaises, la crise de 2008 a freiné voire légèrement inversé la tendance, regrette Rognvaldur. Húgrún Hjaltadóttir, conseillère au Centre pour l'égalité de genre, soit l'instance publique qui me-

sure et contrôle l'égalité en Islande, pointe quant à elle la rémunération du congé parental, équivalente à 80 % du salaire, mais avec un plafond. En contexte de crise, ou lorsque le père jouit de revenus nettement plus élevés, le sacrifice financier reste trop important... même s'il s'agit du système le plus généreux au monde. En Belgique, le congé parental est défrayé par une allocation, au montant forfaitaire, c'est-à-dire non lié au salaire initial du parent.

De nouvelles législations à créer, et des combats à mener, les Islandaises (et les Islandais) estiment qu'il leur en faudra encore beaucoup pour arriver à l'égalité. Spontanément, cette fameuse première place mondiale inspire certes de la fierté... mais pas question de se reposer sur ses lauriers. Depuis son band « punk féministe » à 18 ans – que ses lèvres teintées de mauve foncé laissent encore imaginer – Frida Ros Valdimarsdóttir, présidente de la principale association de défense des droits des femmes a certes observé de grandes avancées : « *Les at-*

taques que j'ai dû affronter quand je travaillais pour le parti des femmes ne seraient plus possibles aujourd'hui. Mais je sais aussi que nous sommes encore loin de l'égalité... Savoir qu'on est les premiers me rend un peu triste ! »

Le point noir des violences

Comme dans de nombreux pays occidentaux, les violences faites aux femmes sont devenues le combat prioritaire. Mais le fameux index du forum économique mondial ne tient pas compte de cette dimension. Or, selon les chiffres de l'agence de l'ONU pour les femmes, 22 % des Islandaises ont déjà été victimes une fois dans leur vie de violences physiques ou sexuelles de la part de leur partenaire. A titre de comparaison, la Belgique présente un taux de prévalence de 24 %, la Suède de 28 %, l'Espagne est quant à elle descendue à 13 %. La défer-

lante #metoo a aussi touché l'Islande, mais Frida Ros Valdimarsdóttir s'inquiète du risque de « *tomber dans le même piège que les autres pays* », lorsque certains débats occultent l'enjeu majeur du mouvement : la lutte contre le harcèlement et les agressions sexuelles. « *On affronte un gros backlash (retour de bâton, NLDL) pour le moment. Et je ressens parfois que le carburant fait défaut, le réservoir se vide. Mais on ne doit surtout pas s'arrêter maintenant !* »

L'effet magique de la première place

Alors que son enfant dort sur le balcon, Rognvaldur l'affirme : ce petit garçon, il l'éduquera de façon féministe, « *bien plus encore que sa sœur !* » Celle-ci, âgée de cinq ans, ne fréquente pas une école du modèle Hjalli. Mais le jour où son institutrice a proposé des activités sportives aux garçons et des ateliers sur la mode aux filles, elle n'a pas hésité à s'y opposer farouchement. Ces assignations de genre perturbent parfois les anciens élèves des écoles créées par Margret Pala

Olafsdóttir lorsqu'ils rejoignent, à 12 ans, des établissements classiques. Car si, au fil des ans, leurs classes se mélangent, les enfants ont appris à s'assumer tels qu'ils sont, sans se sentir obligés d'agir de telle façon en fonction de leur sexe. Au carnaval, la majorité des petites filles arbore encore des robes de princesses et les garçons des tenues de cow-boys, mais si un gamin arrive en costume de princesse, il sera aussi complimenté par ses camarades, assure Jensina, l'institutrice des garçons : « *Au départ, nous voulions lutter voire interdire les poupées pour les filles, par exemple. Puis nous avons évolué sur la question : on ne peut pas interdire aux filles d'aimer le rose, tant qu'elles sont libres de choisir.* » Les enfants transgenres sont d'ailleurs invités à choisir la classe dans laquelle ils se sentent le mieux.

Malgré le recul, peu d'enquêtes d'envergure ont été menées sur l'impact du modèle Hjalli sur ses anciens élèves. Certaines recherches concluent néanmoins que les enfants qui ont bénéficié de ce système ont de meilleurs résultats scolaires, des compétences sociales plus développées et une résilience plus forte, soutient Thórdís Jóna Sigurdardóttir, la directrice du jardin d'enfants de Laufásborg. « *Je suis certaine que d'anciens élèves sont devenus des femmes et des hommes féministes !* », s'enthousiasme-t-elle. Pour Brynhildur et Frida, la lutte pour l'égalité, et surtout contre les violences de genre, passe prioritairement par l'éducation des plus jeunes. Les législations qui font la fierté du pays, aussi progressistes soient-elles, ne suffisent pas, assure la journaliste et animatrice du web magazine féministe *Knuz*. Ces politiques ambitieuses et novatrices maintiennent néanmoins cette terre volcanique au sommet de l'index de l'égalité de genre... même si ce classement est contesté. « *Au fond, nous bénéficions d'une sorte d'effet magique, sourit Frida, de l'association pour les droits des femmes. Comme nous sommes les premiers, on agit en conséquence pour le rester !* » ■

ÉLODIE BLOGIE

Le top 10 des pays selon le Global Gender Gap Index

L'index mesure l'écart qui persiste entre les hommes et les femmes. Il se mesure entre 0 (inégalité complète) et 1 (l'égalité parfaite).

	0	1
1. Islande	0,858	
2. Norvège	0,835	
3. Suède	0,822	
4. Finlande	0,821	
5. Nicaragua	0,809	
6. Rwanda	0,804	
7. Nv. Zélande	0,801	
8. Philippines	0,799	
9. Irlande	0,796	
10. Namibie	0,789	
⋮		
12. France	0,779	
14. Allemagne	0,776	
27. Pays-Bas	0,747	
29. Espagne	0,746	
32. Belgique	0,738	

L'index global est mesuré sur base de quatre sous-index : la participation et les opportunités économiques, le niveau d'éducation, la santé et l'espérance de vie, l'engagement politique.

LE SOIR - 05.01.19

L'INDEX

Un classement contesté

Le « Global gender gap index », soit l'indice mis au point en 2006 par le Forum économique mondial, calcule l'écart persistant entre les hommes et les femmes. Il se fonde sur quatre sous-critères : la participation au marché du travail et les opportunités économiques, le niveau d'éducation, la santé et l'espérance de vie en bonne santé et l'engagement politique. De nombreux pays ont atteint ou presque l'égalité parfaite (la valeur « 1 ») en termes d'éducation et de santé. Ce sont donc surtout les deux autres sous-indices qui opèrent des distinctions. Pour la place des femmes en politique, on tient compte du ratio de femmes au Parlement et à des postes ministériels. Mais aussi du nombre d'années durant lesquelles une femme a occupé la plus haute fonction exécutive. De ce point de vue, avec Vigdís Finnbogadóttir, présidente durant 16 ans, l'Islande a de l'avance.

Globalement, le rapport 2018 indique une très légère amélioration par rapport à 2017, la première année où l'écart s'était creusé depuis 2006. Au rythme actuel, il faudra encore 108 ans pour combler les inégalités de genre et 202 pour atteindre la parité professionnelle. Cet indice ne tient pas compte des violences fondées sur le genre : une critique récurrente,

E.B.L.

législatif Comment l'île nordique comble l'écart salarial

En juin 2017, les projecteurs du monde entier se tournent vers l'Islande : le Parlement vient d'adopter une loi innovante visant à mettre un terme à l'écart salarial. Bien sûr, de nombreuses législations dans le monde, comme en Belgique, comprennent le principe d'égalité et l'interdiction de discriminer. Mais la nouvelle loi islandaise pousse un cran plus loin : c'est désormais aux en-

treprises elles-mêmes de prouver qu'elles ne discriminent pas, sous peine de sanctions. La charge de la preuve est inversée.

« Notre première législation sur l'égalité salariale remonte à 1961, rappelle Huguérin R. Hjaltadóttir, du Centre pour l'égalité de genre, instance gouvernementale responsable de l'implémentation et du contrôle des politiques d'égalité en Islande. A l'époque, l'idée était

que cela prendrait deux ou trois ans pour corriger l'écart salarial... Mais ce n'était pas si simple ! » Depuis lors, les mouvements de femmes et de nombreux responsables politiques travaillent sur la question. « Nous avons essayé différentes techniques, puis avec le changement de gouvernement en 2008 et le projet de révision de la Constitution par les citoyens, l'idée de cette loi a commencé à faire son chemin. Arriver à un

consensus a pris du temps. En 2012, nous penchions plutôt pour un système volontaire, et non contraignant.» Le gouvernement libéral qui dirige ensuite l'Islande entre 2013 et 2016 met cependant un coup de frein à cette dynamique.

« Un enjeu de société »

La surprise viendra du ministre des Affaires sociales du gouvernement suivant, mis en place après les élections anticipées convoquées en raison de la démission du Premier ministre, impliqué dans les Panama Papers.

Thorsteinn Viglundsson décide non seulement de faire passer cette loi, mais aussi de la rendre contraignante. « *Honnêtement, on n'imaginait pas du tout que ça viendrait de cet homme-là : membre d'un parti de centre droit, ancien président de l'Association des entreprises islandaises, reconnaît Huguín. En fait, nous n'étions pas du tout préparés à implémenter cela si rapidement !*

*Cela va nous prendre des années.» Dans son petit bureau du centre-ville, au-dessus du Café Paris qui déploie sur le trottoir givré ses fauteuils à la française, l'ancien ministre, redevenu simple parlementaire à la suite de la chute de son gouvernement (pour un scandale judiciaire cette fois – le peuple islandais ne laisse rien passer !), s'en amuse. « *Nous avons une loi depuis longtemps et les**

changements étaient très lents. On ne peut pas juste mesurer l'écart salarial, s'asseoir et attendre que ça change. On ne laisse pas les entreprises décider elles-mêmes de ce qu'elles vont faire pour l'environnement, car c'est un enjeu de société. C'est pareil pour l'égalité ! »

Inverser la charge de la preuve

L'originalité de la loi en question est d'inverser la charge de la preuve. Ce n'est plus aux femmes de prouver qu'elles ont été discriminées, mais aux sociétés de démontrer qu'elles ne discriminent pas. D'accord, mais en pratique, comment fait-on ?

La première étape est la plus complexe et la plus lourde : les entreprises doivent au préalable créer un système d'évaluation de tous leurs postes de travail (en fonction du diplôme exigé, des responsabilités, etc.), les regrouper en différents niveaux de façon à révéler de manière transparente et justifiée les rémunérations octroyées. Toutes ces informations sont fournies au Centre pour l'égalité de genre qui vérifie l'absence d'écart salarial pour délivrer une certification aux entreprises en règle. La loi bénéficie donc aussi à toute personne susceptible d'être discriminée, comme les travailleurs immigrés. Elle renforce également la confiance des employés envers leur entreprise. Entrée en vigueur en janvier 2018, la loi invitait

d'abord les entreprises de plus de 250 employés à se mettre en conformité pour la fin de l'année. Le délai, un peu court, a été reporté d'un an. Mais sur l'écran de son ordinateur, Huguín nous montre la liste de la quarantaine de compagnies qui ont déjà reçu la certification : Coca-Cola, Deloitte, la poste islandaise, telle grande banque, telle entreprise d'import/export. A terme, toute entreprise de plus de 25 travailleurs devra obtenir le précieux sésame, sous peine de recevoir d'importantes amendes.

Bien sûr, dans le milieu du business qu'il connaît bien, Thorsteinn Viglundsson a perçu des réticences, des doutes. Mais uniquement du bout des lèvres, dans des discussions informelles. Le secteur de l'entreprise ne pouvait pas publiquement s'opposer à une mesure visant l'égalité. Depuis lors, plusieurs pays (la Suisse, le Portugal, le Royaume-Uni) scrutent de près comment l'Islande implémente cette législation. Pour l'ancien ministre, le modèle est aisément transposable dans d'autres Etats. « *Nous avons une grande responsabilité de réussite, reconnaît l'ancien ministre, déçu de ne pouvoir suivre l'évolution de cette loi depuis l'intérieur. Avec notre position de leader sur l'égalité, nous devons innover et tester de nouvelles choses pour rester premiers.» ■*

E.BL.

Des dates qui balisent l'histoire de l'égalité à l'islandaise

La réputation de l'Islande en matière d'égalité ne s'est pas faite en un jour. En réalité, le combat des Islandaises pour leurs droits est inscrit dans l'Histoire du pays et ne s'est jamais essoufflé. La preuve par ces quelques dates clés.

1915

Les femmes obtiennent le droit de vote aux élections nationales, comme c'est le cas pour tout le Danemark, dont l'Islande fait partie à l'époque. A titre de comparaison, les femmes belges obtiendront le droit de se prononcer pour les élections municipales en 1919, et accéderont aux élections nationales en 1948.

1980

Vigdís Finnbogadóttir devient la première femme présidente élue démocratiquement au monde. Cette mère célibataire enchaînera quatre mandats jusqu'en 1996. L'actuelle Première ministre, Katrín Jakobsdóttir, née en 1976, estime que Vigdís Finnbogadóttir a été un modèle pour beaucoup de femmes de sa génération: « J'ai grandi en considérant qu'avoir une femme présidente était simplement normal ».

1961

Le principe de l'égalité salariale est inscrit dans la loi.

1975

Le 24 octobre, 90% des Islandaises prennent un jour de congé pour manifester pour leurs droits. C'est le « women's day off » qui a paralysé tout le pays et a provoqué une prise de conscience nationale.

1982

L'« Alliance des femmes » se présente pour la première fois aux élections locales. L'année suivante, ce parti constitué uniquement de femmes se présente aux élections parlementaires.

2000

Les pères peuvent désormais prendre un congé parental de trois mois lors de la naissance de l'enfant. Congé qui leur est exclusivement dédié et qu'ils ne peuvent transférer à la mère. Trois ans auparavant, ils avaient reçu deux semaines de congé de paternité payé.

2009

Suite à la crise économique et la chute du gouvernement sous la pression populaire (la « révolution des casseroles »), Jóhanna Sigurðardóttir, élue du parti social-démocrate, est chargée de former un gouvernement intérimaire. Confirmée par les élections législatives le mois suivant, elle devient la première femme Première ministre en Islande. Elle est aussi la première cheffe de gouvernement à se déclarer ouvertement homosexuelle.

2005

Le 24 octobre, les femmes islandaises quittent leur emploi à 14h08, l'heure estimée à partir de laquelle elles ont gagné leur salaire, en fonction de l'écart salarial avec les hommes. 50.000 personnes, surtout des femmes, manifestent au centre de Reykjavík.

2017

En juin, le Parlement islandais adopte une loi contraignante qui oblige les entreprises à démontrer qu'elles ne payent pas différemment les femmes et les hommes. C'est la première loi de ce type au monde. Elle est entrée en vigueur en janvier 2018.